Médiévales

Langues, Textes, Histoire

73 | automne 2017

Le texte à l'épreuve du numérique

Les corporations et la défense d'une ville : l'exemple de Liège

Guilds and Urban Defence: the Example of Liege

Guillaume Mora-Dieu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/8233>

DOI : 10.4000/medievales.8233

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 193-212

ISBN : 978-2-84292-801-8

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Guillaume Mora-Dieu, « Les corporations et la défense d'une ville : l'exemple de Liège », *Médiévales* [En ligne], 73 | automne 2017, mis en ligne le 28 février 2019, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/8233> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.8233>

Tous droits réservés

Guillaume Mora-Dieu

Les corporations et la défense d'une ville : l'exemple de Liège

Cet article n'a pas pour vocation de retracer les multiples aspects de l'ascension des corporations liégeoises dans la gouvernance de la cité, ni de détailler les multiples péripéties qui, s'échelonnant sur pas moins de cinq siècles, au gré d'évènements souvent brutaux, parfois purement diplomatiques, ont affaiblis ou remis en cause leurs statuts, leur puissance, leur influence et leurs prérogatives¹. Non. Pour la période qui nous occupe principalement (qui englobe l'anéantissement de la ville par la puissance bourguignonne en 1468 et se poursuit aux siècles suivants), nous nous attachons à l'étude des aspects militaires des métiers liégeois, dans la mesure où ils constituent un ingrédient essentiel du rapport de force que peuvent créer les corporations avec les autres pouvoirs, tant dans la ville elle-même qu'à l'extérieur. D'un point de vue très général, l'émergence de telles forces politiques est commune aux villes et aux territoires de la Belgique, des Pays-Bas, de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre... Pour toutes ces confréries d'artisans qui se sont fédérées dans les cités d'Europe du Nord aux XII^e et XIII^e siècles, de nombreuses différences internes sont bien perceptibles d'une contrée à l'autre. Ces multiples manières de se penser en tant que groupe, de se structurer, de se positionner ou d'interagir avec les autres forces politiques de la ville, ont eu un impact direct sur la pérennité et le destin de ces organisations. Ces évolutions parallèles, divergentes, voire même parfois opposées, sont bien résumées dans un ouvrage, assez

1. Sur ce sujet, on verra principalement l'article-somme d'É. PONCELET, « Les bons métiers de la Cité de Liège », *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 28 (1899), p. 1-220, et l'étude d'É. TOUSSAINT, « Métiers (XIII^e siècle-14 juin 1791) » dans S. DUBOIS, B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER éd., *Les Institutions publiques de la principauté de Liège (980-1794)*, Bruxelles, 2012, p. 846-867.

ancien mais qui demeure inégalé dans la qualité de la synthèse². Ce travail de Michel Mollat et Philippe Wolff expose clairement les ressorts généraux et les particularismes locaux qui, dans le cadre de l'expansion urbaine de la fin du Moyen Âge, ont permis à beaucoup de devenir des forces politiques autonomes, parfois très puissantes. C'est le cas de Liège, mais aussi des grandes cités flamandes toutes proches (Gand, Bruges, Anvers). Ces mouvements vont ensuite se disloquer ou évoluer (dans certains cas de manière assez rapide, dans d'autres beaucoup moins) vers des groupes d'importance mineure, inféodés à d'autres canaux de pouvoir³.

L'émergence des milices communales à Liège

Durant la première moitié du XIII^e siècle, alors que Liège s'attèle déjà au perfectionnement de son enceinte grâce à la construction d'ouvrages avancés, sa défense était confiée à un ost urbain dont la composition reflétait les nombreuses facettes du monde laïque de l'époque. Ces milices devaient se trouver compartimentées selon un critère géographique, très probablement l'appartenance au vinâve, une émanation territoriale des anciens domaines concédés par le prince-évêque à d'importants lignages nobles. Ces lignages, en tant que régisseurs de ces territoires, conduisaient eux-mêmes leurs propres détachements armés.

Pourtant, selon Godefroid Kurth, les métiers se trouvaient déjà organisés militairement en 1214. Il arrive à ce constat en reprenant un passage de Renier de Saint-Jacques relatif aux troubles avec le duché de Brabant. Cet épisode a vu les habitants de la ville se préparer au combat et fabriquer de nouvelles bannières⁴. Si l'assertion est tentante, le texte sur lequel elle s'appuie est malheureusement trop vague et général pour la

2. M. MOLLAT & P. WOLFF, *Ongles bleus, Jacques et Ciompi. Les révolutions populaires en Europe aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1970.

3. Le fait communal italien, extrêmement précoce, est aussi un des mieux documentés. Par ricochet, c'est donc aussi un des plus complexes, au vu de la profusion d'exemples qu'il est susceptible de fournir. Voir P. GILLI, *Villes et sociétés urbaines en Italie (milieu XII^e-milieu XIV^e siècle)*, Paris, 2005. Le même constat se pose pour les villes allemandes : on verra en priorité l'ouvrage de P. MONNET, *Villes d'Allemagne au Moyen Âge*, Paris, 2004. Pour les villes françaises, on verra d'abord B. CHEVALIER, *Les Bonnes Villes de France du XIV^e au XVI^e siècle*, Paris, 1982. Pour la Flandre, voir M. BOONE, « Une société urbanisée sous tension. Le comté de Flandre vers 1302 », dans R. C. VAN CAENEGEM éd., *Le Désastre de Courtrai. Mythe et réalité de la bataille des éperons d'or*, Anvers, 2002, p. 21-56 ; J. HAEMERS, « Révolte et requête. Les gens de métiers et les conflits sociaux dans les villes de Flandre (XIII^e-XV^e siècle) », *Revue historique*, 677 (2016), p. 27-56. Pour la principauté de Liège et surtout sa capitale éponyme, voir G. XHAYET, « De la Paix d'Angleur (1313) au sac de Liège (1468), aspects des luttes socio-politiques à Liège aux XIV^e et XV^e siècles », *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, 70 (2013), p. 75-88.

4. « [C]ives et universos episcopatus pedites ad resistendum cohortantur : cives nova signa faciunt, arma reparant et tempus pugnae constanter expectant » (G. KURTH, « Les

valider complètement. Mais surtout, la nature des « insignes » nouvellement fabriqués est plus qu'incertaine. Au vu du contexte et de l'époque, il est tout aussi légitime de penser que ces nouveaux emblèmes se rapportent aux vinâves d'où sont issus ces combattants que rien, ou si peu⁵, ne permet de relier à une corporation. De fait, à cette époque, les six vinâves de la ville possédaient bien chacun leur blason, qui se rattachait aux armoiries distinctives des familles nobles dominant ces circonscriptions urbaines⁶.

Par ailleurs, il est important de souligner que la limite est ténue entre l'ost urbain et le bras armé des métiers (il n'est d'ailleurs pas exclu que cette forme de milice ait préexisté à un regroupement plus politique de ces associations). Entre ces deux entités, le critère territorial est un dénominateur commun d'importance. Il est prédominant pour le vinâve et probablement déterminant pour les métiers⁷.

En effet, pour les milices des vinâves, ce critère est évident. Mais les corporations, regroupées sur la base de leur activité professionnelle, n'échappèrent pas non plus à un phénomène d'ancrage local. Pour des raisons très diverses, parmi lesquelles le hasard et le simple opportunisme sont à prendre en compte, beaucoup de métiers, avant même de se voir désignés comme tels, se sont développés et épanouis sur des franges bien précises du territoire urbain (et donc des vinâves). Entre autres raisons, ces lieux pouvaient répondre aux besoins spécifiques de leurs activités. Au vu de cette proximité, de cet ancrage local, le « glissement » d'un état à l'autre est beaucoup moins étonnant qu'il n'y paraît. Pour en donner une image un peu forcée, on pourrait éventuellement dire que ce qui distingue ces groupements se fonde uniquement dans la nature de leur ordonnance hiérarchique. Mais ce serait aller trop loin avec trop peu d'éléments : les détails du quotidien de ces milices nous échappant en grande partie, ils n'offrent que peu de points de comparaison. L'essentiel est plutôt de remarquer que ces groupes possédaient un puissant dénominateur commun et que, structurellement parlant, il est probable que le second soit une émanation du premier.

origines de la Commune de Liège », *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 35 (1905), p. 229-324).

5. Dans le texte de Renier, le terme *cives* ne fait probablement que souligner l'appartenance des gens à la cité, par opposition à ceux de l'évêché dans son ensemble.

6. P. BRUYÈRE, « Les vinâves de la Cité de Liège avaient-ils des armoiries ? Quelques considérations sur la question », *Bulletin de la Société des bibliophiles liégeois*, 25 (2005), p. 1-9.

7. Les multiples déclinaisons du pouvoir urbain en Italie, dont la genèse et l'ascension semblent être, au niveau européen, les mieux connues (on rappellera que l'origine du fait urbain médiéval se trouve justement dans ces contrées) ne montrent pas autre chose (P. GILLI, *Villes et sociétés urbaines...*, p. 90-98 ; J.-C. MAIRE-VIGUEUR, « Les inscriptions du pouvoir dans la ville. Le cas de l'Italie communale (XII^e-XIV^e siècle) », dans É. CROUZET-PAVAN et É. LECUPPRE-DESJARDIN, *Villes de Flandre et d'Italie (XIII^e-XVI^e siècle). Les enseignements d'une comparaison*, Turnhout, 2008, p. 207-234).

Enfin, il est tout aussi utile de rappeler que l'émergence des milices corporatives eut pour vocation, entre autres, de contrebalancer le pouvoir et les capacités de l'ost urbain des vinâves. Une certaine forme d'antagonisme était donc bien présente. Et elle se vérifia.

Plus que les événements de 1214, qui doivent plutôt concerner le patriciat des vinâves, les troubles civils du milieu du XIII^e siècle marquent une première étape dans la structuration armée des futures associations de métiers. Sous la conduite d'Henri de Dinant, en lutte contre l'Échevinage, une milice communale est mise sur pied en 1253, probablement en contrepoint des possibilités armées des « Grands ». Cette milice était répartie en un nombre inconnu d'escouades locales de vingt hommes, chaque escouade placée sous le commandement d'un *vingtenier*. Deux années plus tard, en octobre 1255, cette milice sera dissoute avec la Paix de Bierset. Mais à partir de là, pour les « Petits » qui aspirent à l'autorité sur la cité, la nécessité de se doter d'un organe de défense, ou plutôt d'un organe d'action militaire, est une évidence. Leur pouvoir émergeant est indissociable de la mise sur pied, sous une forme ou une autre, d'une faction armée.

Dès 1257, l'écu de Liège, Henri III de Gueldre, accorde un règlement aux boulangers et aux meuniers, sans pourtant que le terme « métier » ne soit cité. Pour les corporations, le mouvement ascensionnel est en tout cas bel et bien initié dans cette seconde moitié du XIII^e siècle⁸. En 1297, les groupes d'artisans sont fixés au nombre de douze « fraternités jurées ». En 1301 ou 1302, ces fraternités accèdent à la charge maïorale et, dès 1303, elles se trouvent officiellement organisées en compagnies militaires⁹.

En effet, au mois de mai 1303, les douze métiers entrent au Conseil de la Cité, à parité avec le patriciat. Dans la Lettre de la Saint-Barthélemy, qui entérine l'instauration de ces milices corporatives, il est mentionné que les hommes des métiers se doivent « d'estre appareillié de leur corps et de leurs armures et d'aller tantost à baston et au hahay où que ce seroit en la dicte cité por le mal deffaïre, oster le force pour warder les franchises de l'esglise et de le cité [...] »¹⁰. Dès ce moment, il est probable que l'ost

8. C'est surtout la rivalité armée qui enclenche ici un processus de regroupement plus formel, qui aboutit à la constitution d'entités politiques. Même si les nuances sont légions, il s'agit à peu près du même mécanisme d'entraînement qui avait officié quelques temps auparavant dans les villes italiennes (P. GILLI, *Villes et sociétés urbaines...*, p. 67-98).

9. É. PONCELET, « Les bons métiers... », p. 2-5 ; É. TOUSSAINT, « Métiers... », p. 846. Cette reconnaissance officielle peut recouvrir une réalité de fait largement antérieure.

10. Cette nouvelle influence fut déterminante sur l'organisation politique et militaire de la cité mais les documents font défaut pour voir plus précisément par quelles voies ces milices ont été constituées, sous quelle forme, avec quel armement et pour quelles missions (P. BRUYÈRE, *Les Compagnies sermentées de la cité de Liège aux Temps Modernes. L'exemple des Jeunes Arbalétriers (1523-1684)*, Liège, 2004). Durant tout le XIV^e siècle, le nombre de corporations croît progressivement pour atteindre le nombre définitif de trente-deux vers l'année 1384 (É. TOUSSAINT, « Métiers... », p. 846).

urbain de la noblesse s'est donc trouvé « officiellement » vidé d'une partie de sa substance.

Pour des raisons défensives, il semblerait que les métiers, dotés d'une abondante infanterie, aient voulu rapidement mettre sur pied des corps plus particuliers d'archers ou d'arbalétriers. Pour Paul Bruyère, « selon toute apparence, ce sont les métiers qui suscitent à Liège l'érection d'une première compagnie d'arbalétriers¹¹ », au début du XIV^e siècle. Pour valider le scénario, le même auteur s'appuie à raison sur l'éclosion de compagnies similaires dans d'autres villes de la principauté au début du XIV^e siècle. Si la chronologie est correcte, la nature première de ces compagnies appelle quelques nuances. Sur un spectre géographique plus large, un rapide coup d'œil sur les régions alentours montre effectivement, de manière assez synchrone, l'émergence de groupes similaires. Cependant, se limiter au seul fait militaire ou défensif ne rend pas justice à ces compagnies¹². Pour Liège en tout cas, leur fonction originelle est tout autre. Ces groupes, comme cela a d'ailleurs été démontré pour la Flandre par exemple, eurent un rôle prédominant de représentation politique des artisans dans et hors de Liège. Car l'ascension du fait communal dans les villes d'Europe du Nord a impliqué la nécessité, lors des cérémonies qui rythmaient la vie citadine, de se (re)présenter par rapport aux autres corps sociaux préexistants (leurs rivaux politiques). Mais aussi d'avoir la capacité de le faire « à l'extérieur », vis-à-vis d'autres entités communales, d'autres cités alentours et d'autres niveaux de pouvoir¹³.

11. P. BRUYÈRE, *Les Compagnies sermentées...*, p. 2-3. Depuis le milieu du XIII^e siècle, l'enceinte urbaine de Liège possède des dispositifs avancés impliquant l'utilisation de l'arbalète. Il ne faut donc pas mettre en relation la création des compagnies d'arbalétriers avec une quelconque nouveauté tactique.

12. Pour le monde médiéval dans son ensemble, l'émergence et la consécration de ces compagnies d'arbalétriers possèdent une charge symbolique importante. Car l'arme elle-même, encore officiellement frappée d'anathème au début du XIII^e siècle, a mis à mal bon nombre des convenances du combat chevaleresque. Elle était l'emblème d'une nouvelle capacité « plébéienne » à porter la mort directement sur la noblesse montée, force motrice des anciennes batailles. Comment, alors, étaient perçus ces corps d'arbalétriers par les différentes composantes du monde médiéval ? Et où le pouvoir politique souverain était de nature ecclésiastique ? L'arbalète, comme l'arquebuse après elle, est bien une arme qui va symboliser les désirs d'autonomie bourgeoise.

13. Tout naturellement, c'est en s'inspirant des us de représentation, d'affirmation, de démonstration de la noblesse (joutes et tournois) que les entités communales vont trouver leur manière de se présenter aux autres (E. VAN DEN NESTE, *Tournois, joutes, pas d'armes dans les villes de Flandre à la fin du Moyen Âge (1300-1486)*, Paris, 1996). C'est probablement dans ce but, bien plus que pour des impératifs purement militaires ou défensifs, que des compagnies d'archers et d'arbalétriers (issues des rangs des métiers) essaient à travers toute l'Europe à la charnière du XIII^e et du XIV^e siècle. À partir de ce moment, elles vont participer en grande pompe aux diverses joutes de tirs organisées par les cités. Ces rencontres, qui se voulaient fastueuses, vont permettre à ces délégations de se représenter face aux autres dépositaires du pouvoir urbain. Nul doute non plus qu'à côté de cet important rôle protocolaire, on traita

Passé ce cap fondateur du début du XIV^e siècle, les métiers de Liège poursuivent leur lutte d'influence, au point d'aboutir parfois à certaines situations quasi hégémoniques. Retours de flamme prévisible, ces épisodes de puissance politique hors normes sont suivis de périodes de disgrâce, où les partis « adverses » (prince-évêque, chapitre cathédral, noblesse) tentent d'amoindrir, d'encadrer, voire de supprimer l'influence des métiers. Mais, quoi qu'il en soit de tous ces événements, ceux-ci réussiront toujours à se maintenir dans le jeu politique de la cité, et ce jusqu'au milieu du XVII^e siècle.

L'organisation militaire des métiers liégeois

Il faut souligner que ces corps de métiers ne forment pas des corps de combat ou de défense permanents¹⁴. Ils sont tout autant un groupe armé qu'une association d'artisans. On pourrait même nuancer : ils appartiennent *ad vitam* à leur profession... et sont soldats quand il le faut.

La branche armée du métier pouvait tout autant agir à l'intérieur de la cité, pour la défendre, que lors de campagnes extérieures. Ces obligations entraînèrent des besoins logistiques conséquents, auxquels les métiers apportèrent toujours une réponse en fonction de leur prospérité¹⁵. De fait,

dans les coulisses de ces événements de toutes les questions liées à l'interaction entre les grands centres urbains (accords commerciaux, rapprochements politiques, etc.) (L. CROMBIE, « French and Flemish Urban Festive Networks : Archery and Crossbow Competitions Attended and Hosted by Tournai in the Fourteenth and Fifteenth Centuries », *French History*, 27 (2013), p. 157-164). Pour revenir sur les fonctions militaires de ces groupes particuliers à Liège, et même si ces dites fonctions ne sont pas inexistantes, il est intéressant de noter que les archers et les arbalétriers ne sont jamais mentionnés tel quels comme partie prenante à un détachement militaire. Lorsque les sources prennent la peine de détailler un contingent de ce type, ce sont les métiers qui y sont désignés, et non les confréries de tirs. Pour la même époque (XIV^e-XV^e siècles), ces dernières sont par contre bel et bien désignées lors d'événements protocolaires, ce qui en dit long sur leurs prérogatives réelles au combat. Dans la capitale de la principauté épiscopale, archers et arbalétriers ont été prioritairement échafaudés dans un but de représentation diplomatique (*lato sensu*). Leurs fonctions défensives et militaires ne vont véritablement s'affirmer qu'avec le déclin des métiers. C'est seulement alors que ces groupes deviennent des corps de combattants plus « pérennes » (*cf. infra*).

14. Cf. É. PONCELET, « Les bons métiers... », p. 20-26. Le service militaire des métiers est abordé dans ces pages.

15. Lors de ses opérations à l'extérieur, chaque métier possédait un train de transport et de ravitaillement, comme on le voit à Othée (1408) et à Brusthem (1467) (*cf.* aussi C. GAIER, *Le Rôle des armes à feu dans les batailles liégeoises au XV^e siècle*, Bruxelles, 2004 ; ADRIEN D'OUDENBOSCH, *Chronicon (Chronique d'Adrien d'Oudenbosch)*, éd. J. ALEXANDRE, Liège, 1903, p. 195-198) ; PHILIPPE DE COMMYNES, *Mémoires* (éd. J. BLANCHARD, Paris, 2004, p. 134) et JEAN DE HAYNIN, *Les Mémoires de Messire Jean, seigneur de Haynin et de Louvegnies, chevalier* (éd. R. CHALON, Mons, 1842, p. 87). Chaque métier possédait aussi une salle d'armes, un arsenal particulier. Pour la période médiévale, il est probable que ces arsenaux corporatifs étaient localisés au sein même des lieux de réunion des métiers (halles ou maisons particulières), la plupart situés à proximité de la place du Marché.

si l'équipement individuel pouvait en grande partie être pris en charge par chaque membre, le charroi, les armes spécifiques, les lieux de stockage, les frais de ravitaillement pour hommes et bêtes, ainsi que les éléments du décorum militaire, étaient du ressort collectif. Toutes ces matières étaient gérées lors des diverses assemblées de la corporation¹⁶.

Chaque métier possédait sa bannière spécifique, portée par des commis uniquement délégués à cette tâche. Emportée lors des opérations militaires, exhibée durant les cérémonies officielles et exposée comme point de ralliement sur la place du marché en cas d'alerte ou de trouble, la bannière était un symbole central de la corporation¹⁷. Dans le prolongement de cet emblème, chaque métier possédait sa livrée particulière, revêtue au minimum par tout responsable du métier (gouverneurs, jurés, procureurs, greffiers, banneresses, etc.) lors des diverses opérations militaires ou manifestations publiques¹⁸. Un témoignage très évocateur de Jean de Stavelot étend cette disposition à l'ensemble des détachements armés des métiers, lorsque ceux-ci partent en opération¹⁹. Cottes, chapeaux, journées,

16. Soit une séance générale du métier, regroupant tous les principaux membres, soit un conseil plus restreint qui réunissait uniquement les instances dirigeantes du métier : les gouverneurs, les jurés, les *rewards*, le rentier, etc. (cf. É. PONCELET, « Les bons métiers... », p. 19-20).

17. Ainsi, l'ordonnance de Thibaut de Bar sur l'administration de la cité (1308) précise l'interdiction faite aux métiers « de porter sa bannière sur le Marché ou de se mettre en armes sans injonctions des maîtres et jurés ou pour angoisse de feu » (E. FAIRON, *Régestes de la Cité de Liège*, t. IV, Liège, 1939, p. 62). Cette volonté de réguler l'utilisation des bannières et des autres attributs distinctifs des métiers est tout à fait coutumière des us médiévaux dans une grande ville. L'apparition de la bannière dans un lieu donné fixe tout naturellement une prise de possession de cette partie de l'espace urbain. L'acte n'était donc pas pris à la légère. Pour des phénomènes tout à fait similaires dans les grandes villes de Flandre, voir P. ARNADE, « Crowds, Banners and the Marketplace : Symbols of Defiance and Defeat during the Ghent War of 1452-1453 », *The Journal of Medieval and Renaissance Studies*, 24 (1994), p. 471-497 ; P. ARNADE, « Secular Charisma, Sacred Power : Rites of Rebellion in the Ghent Entry of 1467 », *Handelingen der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde te Gent*, 45 (1991), p. 69-94. D'autres exemples liégeois sont donnés ci-après.

18. Ainsi, dans un acte du 10 avril 1439, concernant le métier des Tanneurs, il est spécifié que « [...] li gouverneur de notre dit mestier, doivent avoir certain draps pour faire une hupelandre ; et a cescun des jureis ons doit donneir cescun an unk chapiron ; et aussi pareillement li quatres delle Violet, li compteur et li varles de nostre dit mestier, comme tout chu et autre chouse apparent [...] » (S. BORMANS, *Le Bon Métier des tanneurs de l'ancienne cité de Liège*, Liège, 1863). Ce qui semble du reste une évidence est confirmé par Philippe de Commines (*Mémoires*, p. 139), qui atteste que le seigneur d'Humbercourt, Guy de Brimeu, a porté la livrée du métier des Fèvres lorsqu'il administra la ville, entre 1466 et 1467.

19. Le 6 juillet 1445, un contingent de chaque métier part en opération rejoindre le prince-évêque (JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, éd. A. BORGNET, Bruxelles, 1861, p. 558) : « Et, le V^e jour de julle, monsangneur soy chevalchat tout avec le conteit de Louz, et les sommonoit que ilh fuissent apparelliés, car cheaux delle citeit soy devoient partir, comme ilh fissent le VI^e jour dedit mois de julle, de cascun mestier XX hommes et leurs varlés, aucuns X et aulcuns XX ; et en allont dormir chi jour cheaux del citeit aile Noveville et à Hallendas, etc. Et avoient tous les mestiers, ch'est assavoir cascun par ly, sa devise, l'un de cotte et cappiron,

houppelandes répondent aux couleurs et aux emblèmes des métiers. La rareté des témoignages est liée à l'évidence de la pratique, qu'on prenait donc rarement la peine d'expliquer ou de décrire. Et si ces instantanés renvoient ici surtout au xv^e siècle, ces codes vestimentaires, essentiels au monde médiéval, font peu de doute pour les siècles précédents. Toujours dans la lignée des us médiévaux, les corporations n'hésitaient pas non plus à engager des ménestrels pour commémorer et chanter leurs hauts faits²⁰.

Si l'on peut difficilement se faire une idée précise des tâches des métiers dans la défense de la ville par l'entremise des archives classiques, un autre long passage de Jean de Stavelot, relatant les troubles lors de la conspiration des Datin en 1433, permet d'en entrevoir quelques grandes lignes²¹.

Il en ressort que chaque métier, en fonction de ses moyens humains et de son prestige, avait en sa garde une ou plusieurs portes, ainsi que les tronçons de muraille attenants. Les métiers signalaient cette maîtrise en accrochant leur bannière ou leurs pennonneaux à la porte, c'est-à-dire en y suspendant leurs couleurs²². Ainsi, les Meuniers, les Pêcheurs, les Blanchisseurs de toile et les Tanneurs, corporations d'Outremeuse s'il en est, assuraient la garde du Pont des Arches. Les Tisserands, coutumiers du quartier Saint-Séverin, se retrouvaient à la garde de la porte Sainte-Walburge, tandis que les Houilleurs, fers de lance de la conjuration, semblaient garder toutes les autres portes de la rive gauche. Cependant, il ne peut s'agir ici que d'une disposition de crise, les corporations clairement opposées au parti des Datin (la plupart, pour ainsi dire) ne se trouvant pas représentées. On

l'autre de cappiron, et l'autre de petitjornaldes, qui estoient faites de plusieurs couleurs de draps comme ilh plaisoit à cascun mestier. » Outre les informations relatives aux livrées des métiers, on remarquera aussi que, en plus des hommes d'armes dépêchés par les corporations, le train logistique des détachements est assuré par des pages ou des écuyers (*varlés*), dont le nombre a varié en fonction des besoins ou des moyens de chaque métier. Ce qui donne un total oscillant entre 960 et 1280 personnes.

20. En juin 1403, le métier des Fèvres engage à perpétuité deux ménestrels pour leur service armé « en l'ost » et les processions (E. FAIRON, *Régestes*..., p. 188-189). Il est à noter que cette corporation était l'une des plus puissantes en ville, il n'est donc pas dit que ces dispositions se soient retrouvées chez la plupart des autres métiers.

21. Cf. JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 292-304.

22. « Ors nos tairons de cheaux qui avoient gardeit le Pont d'Isle, et parlerons de chez qui cel nutie gardont le pont des Arches. Principalement IIII pengnecheals de IIII mestiers y avoit qui avoient baniers ou pengnecheals : moniers y estoient pussant, ilhs y avoient leur grant banire ; pesseurs aveque leur pengneceal ; enssi avoient les cureurs et li bon mestier des taneurs [...] » (JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 299). Dans son récit, Jean de Stavelot distingue souvent la grande bannière du métier, emblème principal de format rectangulaire, d'avec les pennonneaux, drapeaux bifides et allongés, aux couleurs de la corporation, eux-aussi (cf. JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 110, 303, 541). Les Bourguignons ne procéderont pas autrement lorsqu'ils prendront possession des portes de la cité en novembre 1467, en y suspendant leurs emblèmes ou leurs bannières (JEAN DE HAYNIN, *Les Mémoires de Messire Jean, seigneur de Haynin et de Louvegnies*..., p. 97).

constate simplement que, lors de ces événements, les métiers « conjurés » semblaient veiller sur des ouvrages à proximité de leur aire de prédilection. S'agissait-il là de l'extension usurpatrice d'une pratique plus quotidienne de ces gardes ?

Si l'on tient compte de l'ambiance insurrectionnelle qui régnait en ces moments-là, il est difficile de savoir si un roulement était habituellement opéré entre les corporations pour la surveillance des portes et de l'enceinte. En tout cas, la durée de ces factions semble avoir été fixée par le Conseil de la cité, qui décidait de la nécessité, ou non, d'une garde de nuit. Il est donc tout à fait possible qu'en dehors du contexte troublé de cette guerre civile, le Conseil ait également fixé, parmi d'autres modalités, la localisation de ces gardes, en assignant à chaque métier un secteur bien précis de l'enceinte, en précisant le nombre d'hommes qui devaient y être affectés, etc. Pour terminer sur ce point, il faut préciser que cette dynamique de roulement, où le Conseil désignait tour à tour certains groupes de métiers pour des tâches et des offices spécifiques à remplir dans la cité, est caractéristique du mouvement corporatiste liégeois, qui veilla le plus souvent à assurer la complète représentativité de tous ses membres²³.

En temps « normal », l'ensemble des adhérents d'une même corporation ne prenait pas une part active dans toutes les tâches militaires confiées au métier. On l'a vu pour les opérations *extramuros*, les instances dirigeantes de chaque association déléguaient un contingent d'ampleur variable, mais cette délégation ne devait pas empêcher les métiers de s'acquitter de leurs obligations *intramuros*. Ainsi, un contingent de douze hommes par métier est envoyé en juillet 1346 pour la garde de Vottem²⁴. Pour l'aide au prince-évêque, en juillet 1445, ce sont cette fois vingt hommes par métier qui sont délégués, sans compter le train logistique²⁵. Mais, dans certaines circonstances particulières, il semble que les métiers aient, eux aussi, levé des troupes de mercenaires pour pallier à un manque d'effectif. En 1328, la ville de Liège avait engagé des mercenaires pour l'aider à combattre le prince-évêque Adolphe de la Marck. Pour s'acquitter de la solde de ces troupes, la cité mit plusieurs terrains en location à la fin de cette année²⁶.

En revanche, lors d'autres épisodes, c'est bien l'ensemble d'un métier qui assumait un fait d'arme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la cité, comme les Houilleurs et les Tisserands lors de la conjuration des Datin en 1433. Jean de Stavelot estime leur nombre, lors des troubles, entre 1 600 et 2 000 hommes pour les Houilleurs et entre 600 et 700 pour les

23. Cf. E. FAIRON, *Régestes*..., p. 411.

24. S. BALAU et E. FAIRON, *Chroniques liégeoises*, t. II, Bruxelles, 1931, p. 165.

25. JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 558.

26. Cf. E. FAIRON, *Régestes de la Cité de Liège*, t. I, Liège, 1933, p. 264-269.

Tisserands²⁷. On peut également citer l'exemple du 29 août 1465, épisode durant lequel, selon Adrien d'Oudenbosch, les Vignerons décidèrent de leur propre chef d'aller razzier le duché de Limbourg. Les Drapiers s'associèrent à l'opération dès le lendemain, bientôt rejoints par l'ensemble des autres corporations²⁸.

En complément de ce qui vient d'être dit, il faut aussi rappeler qu'à partir de la Paix de Saint-Jacques, en 1343, les habitants de la banlieue purent être admis au métier. En 1429, cette même banlieue fut étendue à une distance, toute théorique, de cent bonniers à l'entour de la ville²⁹ (figure 1). Ces deux extensions juridico-territoriales de la cité (et donc des corporations) ont gonflé les effectifs des métiers, ce qui, en donnant aux habitants de la banlieue la possibilité de se faire recruter soit dans leurs traditionnelles milices seigneuriales³⁰, soit dans les milices communales des métiers, ne se fit pas sans créer des problèmes avec le pouvoir princier et le chapitre.

Aux alentours de 1398, Jacques de Hemricourt rappelait encore, dans son *Patron delle Temporaliteit*, les obligations militaires des bans faubouriens. Ces dernières étaient les copies presque conformes de dispositions déjà mentionnées durant la seconde moitié du XIII^e siècle. À la lumière de ce qui a été mentionné précédemment, le texte de Hemricourt pourrait sembler étrangement hors de son temps. Bien au contraire, il reflète le souhait des dernières franges de l'ancienne noblesse de voir se conserver un devoir féodal. Par ricochet, on peut aussi se faire une idée des dilemmes qui durent échoir aux populations de la banlieue, pris dans des réseaux d'obligations contradictoires. Si certaines prescriptions purent se superposer, d'autres, telle celle dont il vient d'être question, ne pouvaient que s'opposer.

27. JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 292.

28. ADRIEN D'UDENBOSCH, *Chronicon*, p. 133. Par un effet domino (pour son prestige, aucune corporation ne souhaitait se trouver en retrait des événements), cette initiative du métier des Vignerons entraîna tous les métiers à la destruction du village de Herve. Cet épisode eut probablement pour conséquence de motiver ou d'accélérer le départ des troupes alliées du prince allemand Marc de Bade. L'impulsivité des corporations liégeoises provoquèrent là la perte d'un précieux soutien dans la lutte contre la Bourgogne, qui aurait pu les guider lors de la bataille de Brusthem (1467), fatale aux Liégeois.

29. M. YANS, *Aux origines de la grande agglomération. La banlieue liégeoise*, Liège, 1974.

30. Au vu de leur situation en dehors du centre urbain, ces milices faubouriennes peuvent être apparentées aux anciennes milices rurales. Elles sont donc bien à distinguer de l'ost urbain déjà mentionné, centré sur le vinâve, quartier *intramuros*.

Fig. 1. Emprises de la cité de Liège, de la franchise de la cité et des deux extensions de sa banlieue, la dernière datant du 5 juin 1429. Report des tracés sur la carte de la Principauté de Liège, dressée vers 1737 par Nicolas le Clerc et Christophe Maire.

Les métiers dans la bataille

Difficile de conclure sur les aspects militaires des corporations sans se poser aussi la question de leur efficacité. La matière est plus que délicate car c'est évidemment un débat qui a une belle part de subjectivité. Quels furent le rôle et la valeur de ces troupes, en grande majorité piétonnes, dans les conflits armés de leur temps ?

Encadrés par l'un ou l'autre parti aristocratique, ou sur des campagnes d'ampleur moyenne, l'infanterie des métiers liégeois l'emporta le plus souvent, faisant montre d'une efficacité et d'un courage rarement pris en défaut³¹. Par contre, dans les batailles de plus grande ampleur³², en rase campagne, ces soldats occasionnels ne remportèrent presque jamais la mise face à des armées « de métiers » dont le sens tactique, les ressources et la discipline étaient bien supérieurs³³. La tâche, il est vrai, était quasi impossible.

L'assertion pourrait sembler étrange pour ceux qui auraient à l'esprit de célèbres batailles où des factions « communales » et, plus largement, des gens de pied sont réputés l'avoir emporté sur de plus nobles coalitions de cavaliers (Courtrai et Bannockburn³⁴). Le propos mérite donc d'être développé.

Il faut d'abord revoir la pesante historiographie nationaliste et romantique qui, à des degrés divers (et parfois inconsciemment), s'est agglutinée sur ces faits d'armes. Rétrospectivement, ces batailles ont servi de base historique pour légitimer un discours identitaire, ce qui

31. La bataille de Steppes (1213), comme celle de Courtrai (1302), est un parfait exemple d'un succès militaire acquis *via* le regroupement de la plupart des composantes du monde médiéval, ou plutôt du monde urbain de cette époque (C. GAIER, *Grandes batailles de l'histoire liégeoise au Moyen Âge*, Liège, 1980, p. 20-134, 162).

32. Les batailles d'Othée (en 1408) et de Brusthem (en 1467) sont les illustrations les plus éloquentes de ce genre de désastre (C. GAIER, *Grandes batailles...*, p. 135-145, 165-178).

33. C. GAIER, *Art et organisation militaires dans la principauté de Liège et dans le comté de Looz au Moyen Âge*, Bruxelles, 1968, p. 173-176, 223-227.

34. A. A. M. DUNCAN, « Bannockburn », dans C. R. ROGERS éd., *The Oxford Encyclopedia of medieval Warfare and military Technology*, vol. I, Oxford, 2010, p. 121-123. Les autres succès un peu hâtivement étiquetés de « populaires », comme la bataille de Mortgarten en Suisse (une embuscade montagnarde tendue principalement par des militaires aguerris à un contingent trop étiré) et la bataille de Copais en Espagne (victoire acquise dans une plaine marécageuse contre une cavalerie...mais par une armée de mercenaires - les compagnies catalanes - rodés par plus de dix années de campagnes des plus féroces au service de Byzance) sont ici écartés (cf. O. LANDOLT, « Mortgarten », dans C. R. ROGERS éd., *The Oxford Encyclopedia of medieval Warfare...*, vol. III, 2010, p. 30-31 ; D. J. KAGAY, « Catalan Company », dans C. R. ROGERS éd., *The Oxford Encyclopedia of medieval Warfare...*, vol. I, p. 349-350). Les batailles de Crécy, Poitiers et Azincourt sont pareillement écartées, d'abord au vu du rôle prédominant de l'archerie dans ces combats et ensuite car il s'agit là d'antagonismes royaux, loin des combats menés pour l'autonomie urbaine.

n'aide évidemment pas à travailler dans la nuance : les rôles des divers protagonistes peuvent y avoir été magnifiés, ignorés, travestis ou détournés. On ne peut revenir sur le fait qu'il s'agit bien de victoires d'une infanterie sur une cavalerie. Mais il faut arrêter d'imaginer, à Courtrai par exemple, les milices flamandes capables, seules, d'imposer à leur adversaire un lieu de bataille et de maintenir, dans leurs propres rangs, une discipline et une tactique de combat sur toute la durée de l'engagement. De fait, on relève plusieurs constantes aussi bien à Courtrai qu'à Bannockburn, deux batailles emblématiques. Tout d'abord, aux côtés des milices se trouvent un ou plusieurs partis aristocratiques ou princiers, ainsi que leurs détachements armés, propres à diriger la manœuvre et à concrétiser une option tactique³⁵. Les contingents engagés sont donc des contingents mixtes. Ensuite, on retrouve dans les deux cas une exploitation maximum de la physionomie du champ de bataille pour rendre impossible les manœuvres traditionnelles de la cavalerie : le choix de s'affronter en terre marécageuse s'est avéré payant dans la glaise flamande et sur la lande écossaise. Enfin, pour ces sanglants épisodes, les partis adverses se présentèrent bien trop confiants sur le terrain, gonflés d'un orgueil, d'un sentiment de supériorité démesuré et d'une confiance hors de propos dans leur nombre et leurs moyens. Leurs chefs n'avaient clairement pas anticipé une possible résistance ou une quelconque entrave à leurs mouvements. Et ils n'eurent aucune solution tactique à proposer une fois le désastre engagé. C'est bien la stupeur qui prédomina.

Si ces combats sont devenus emblématiques, s'ils ont pu être montés en épingle, c'est aussi parce qu'ils détonnent largement dans la guerre médiévale. Leur caractère inédit, presque accidentel, ne fait aucun doute³⁶. On en prendra pour preuve que ces défaites ne se répétèrent pas, que ces succès épisodiques de troupes « communales » n'ont jamais été pérennisés. Pour un Courtrai (1302), combien de Furnes (1297), de Mons-en-Pévèle (1304), de Cassel (1328) et de Gavere (1453) ?

Prémices d'un changement

Les lacunes de la discipline, mais surtout l'incapacité à se considérer et à agir comme un seul corps si des circonstances politiques contraires à leurs intérêts communs ne sont pas là pour les fédérer, se ressentent aussi

35. X. HÉLARY, *Courtrai, 11 juillet 1302*, Paris, 2012.

36. En parcourant la liste presque sans fin des affrontements, un des rares faits d'armes où une infanterie communale « isolée » a pu vaincre un parti noble de cavalerie est le combat de Vottem, livré par les métiers liégeois dans un petit village de leur banlieue en 1336. Mais il ne s'agissait pas là d'une bataille rangée impliquant de forts contingents. Pour ces circonstances de combat bien particulières, voir C. GAIER, *Grandes batailles...*, p. 70-134.

à l'échelon local, dans la défense même de la cité³⁷. Les graves incidents de 1433, la conspiration des Datin, mais aussi d'autres incidents en juillet 1449³⁸, laissent entrevoir d'importants problèmes de rivalité au sein même des corporations, beaucoup trop perméables aux luttes d'influence de la vie civile liégeoise, voire à tous ses conflits ouverts.

Ces tiraillements qui entravaient directement la bonne marche de la cité et sa défense n'ont pas échappé aux instances centrales de la ville. Les troubles provoqués par Wathier et Guillaume Datin ont été révélateurs de l'avantage à tirer d'un organisme de défense extérieur aux métiers, moins mêlé aux jeux corporatistes et plus attaché au Conseil de la cité. Les émeutes ont donc eu pour conséquence directe la mise sur pied d'un nouveau corps de défense : les Dix Hommes.

Cette compagnie des Dix Hommes était essentiellement dévolue à la garde rapprochée des bourgmestres et des échevins. Elle est dépositaire de la protection des institutions urbaines. Le nom de cette police intérieure faisait directement référence à son mode de constitution : pour garnir ses rangs, elle faisait appel à chaque corporation liégeoise, qui devait lui mettre à disposition dix hommes. Cette troupe était répartie en quatre enseignes de quatre-vingts personnes, chacune soumise à l'autorité d'un capitaine qui devait être membre du conseil de la cité³⁹.

Dans la lettre des « Diex Homes » de 1595 et dans la lettre des Banneresses, présentée au conseil de la cité en 1599 (avec pour volonté de présenter les tâches « historiques » de la compagnie), les Dix Hommes dévoilent leurs obligations militaires en matière de sûreté publique⁴⁰. Passé outre le caractère revendicatif et tardif de ces documents, les empiètements sur les anciennes prérogatives militaires des métiers y apparaissent

37. Pour toutes les grandes villes médiévales relativement épargnées par la mainmise d'un pouvoir plus central, ce phénomène est généralisé. Voir notamment J. HAEMERS, « Révolte et requête. Les gens de métiers et les conflits sociaux dans les villes de Flandre », *Revue historique*, 677 (2016), p. 27-56.

38. *L'an mesme, à la saint Jacques, fut en Liège grande dissention pour les officiers des mestiers, tellement que plusieurs furent occis* (S. BALAU et E. FAIRON, *Chroniques liégeoises*, p. 246). Ce conflit entre les Brasseurs et les Fèvres, au déclencheur aussi trivial qu'édifiant, est un excellent exemple du cheminement qui pouvait conduire à une lutte ouverte entre deux corporations. Comme de nombreuses autres dissensions liégeoises à venir, elle éclate à la Saint-Jacques, c'est-à-dire lors de l'élection magistrale du Conseil de la cité (JEAN DE STAVELLOT, *Chronicon*, p. 594-595). L'épisode de 1465, déjà mentionné, où les Vignerons entraînent les autres métiers dans une guerre au duché de Limbourg, est également exemplaire.

39. P. BRUYÈRE, « Dix Hommes (1433-1684) », dans S. DUBOIS, B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER éd., *Les Institutions publiques de la principauté de Liège...*, p. 741-743.

40. Cf. F. HENAU, « La compagnie des Dix Hommes de la Cité de Liège », *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 5 (1862), p. 51-59 ; É. PONCELET, « Les trente-deux Banneresses de la Cité de Liège », *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 26 (1897), p. 53-71.

considérables. Les Dix Hommes sont la « garde espitiale » des bourgmestres et sont tenus de les suivre partout en temps de troubles et de guerres. Dans les mêmes circonstances, ils assurent une surveillance continue de l'hôtel de ville et de la place du Marché ; ils sont gardiens des clés des portes de la cité et ils forment une réserve de troupes prête à être conduite en n'importe quel point de l'enceinte fortifiée. Si le désaveu est manifeste sur des points que l'on pourrait qualifier de « sécurité intérieure », les métiers vont encore conserver (pour un temps, seulement) leurs tâches défensives sur les murailles et les portes.

Si cette première atteinte aux prérogatives militaires des métiers est une sanction immédiate des troubles de 1433, l'idée que le monopole défensif des métiers pouvait être néfaste est bien là. Et cette idée va faire son chemin. Car, à partir de cet épisode, et même s'il s'agit d'un phénomène moins manifeste que la mise sur pied des « Dix delle halle », un certain essor des compagnies d'archers et d'arbalétriers est bien perceptible dans les sources où elles commencent à apparaître comme des corps plus fermement constitués, voire indépendants. Dès 1441, la compagnie des Arbalétriers se voit attribuer une partie des biens confisqués aux Datin. On cherche donc à pérenniser leurs existences (figure 2)⁴¹.

En 1444, à la fin du mois d'août, un évènement public notable, le retour du prince-évêque Jean de Heinsberg dans la cité, permet de mesurer l'importance protocolaire prise par les Archers et les Arbalétriers. L'ordre de préséance adopté dans ce genre d'évènement était un bon baromètre de la réputation publique des instances citadines. Le verdict est ici éloquent : les premières troupes formant la haie d'honneur pour le prince à hauteur de la porte étaient les Archers et les Arbalétriers, au nombre de deux cent cinquante environ. Les représentants des métiers ne venaient qu'ensuite. Plus tard, sur la place du Marché, métiers et Arbalétriers effectuèrent leurs revues en armes⁴². Quelques années plus tard, en 1449, le conflit ouvert entre les Brasseurs et les Fèvres vint rappeler la fragilité du lien politique unissant les différents métiers. Cette fébrilité récurrente va encore accroître l'ascension des compagnies : dès avant 1456, la compagnie des Arbalétriers possède en sa garde la porte du pont des Arches, le point névralgique de la ville permettant la traversée du fleuve⁴³. Les métiers sont ainsi évincés, dès le milieu du XV^e siècle, d'un des postes clés de la défense de la cité. Et le phénomène va s'accroître par la suite, même si cette montée en puissance

41. Cf. S. BALAU et E. FAIRON, *Chroniques liégeoises...*, p. 621.

42. JEAN DE STAVELOT, *Chronicon*, p. 540-541.

43. Liège, AÉL, Echevins, œuvres, reg. 20, f. 261 r-v. Au XVI^e siècle, pour les Vieux Arbalétriers, comme pour toutes les autres compagnies, l'interdiction des jeux de hasard, de la beuverie et de la fréquentation des tavernes figure systématiquement en tête des statuts et règlements internes. Preuve que les origines des certains désordres antérieurs n'ont pas été oubliées (P. BRUYÈRE, *Les Compagnies sermentées...*, p. 189-190, 195).

des contingents d'archers et d'arbalétriers au détriment des corporations, dont seuls quelques fragments épars subsistent, est particulièrement difficile à caractériser⁴⁴.

Si la composition et les effectifs de ces unités ne nous sont pas connus directement, il n'y a cependant pas lieu de douter que ces groupes furent constitués selon le mode déjà éprouvé d'une délégation en provenance de chaque corporation. Les Dix Hommes ne furent pas formés autrement en 1433, ni d'ailleurs la compagnie des Arbalétriers elle-même lors de sa reformation après la fin de la domination bourguignonne. De fait, dans ses statuts de 1482, il est spécifié que chaque métier devait fournir aux Arbalétriers trois hommes, auxquels venaient s'ajouter quarante autres personnes⁴⁵. Cette dernière disposition avait probablement pour but de diluer le poids des métiers dans la compagnie. Cette manière de composer son effectif devait aussi se rapprocher de l'usage appliqué aux groupes d'archers et d'arbalétriers liégeois du XV^e siècle⁴⁶.

En guise de conclusion

Entrés dans la danse du pouvoir urbain durant la seconde moitié du XIII^e siècle, comme bon nombre de leurs homologues européens, les métiers de Liège vont laisser leur empreinte dans la défense de la cité.

44. Pour le bas Moyen Âge, quelques renseignements sont disponibles sur la compagnie des Arbalétriers : ceux-ci possédaient un champ de tir en ville dès avant 1427 (Liège, AÉL, Echevins, œuvres, reg. 5, f. 163 r). Le « cortil des Arbalétriers » reste propriété de la compagnie jusqu'à la fin du XVI^e siècle : ils le cèdent au prince-évêque Ernest de Bavière en 1589, mais il est encore utilisé au début du XVII^e siècle (P. BRUYÈRE, *Les Compagnies sermentées...*, p. 89). Les fossés entre Vivegnis et Saint-Léonard se trouvant à leur disposition depuis 1451 au moins, il est possible qu'ils y aient disposé d'un autre champ de tir. Le destin des Archers est plus obscur. Le seul élément qui semble en subsister est une mention du 17 janvier 1453, où l'on rapporte l'existence, en Gravioule, d'un champ de tir à disposition de la compagnie des Archers de Saint-Sébastien (S. BORMANS, *Le Bon Métier des tanneurs...*, p. 210). Il est possible que cette compagnie médiévale d'archers puisse être la préfiguration d'une autre compagnie qui fera parler d'elle aux Temps modernes, celle des Couleuvriniers de Saint-Christophe.

45. Ce solde est composé de bourgeois non affiliés. Il ne s'agit donc ni de mercenaires, ni d'étrangers (P. BRUYÈRE, *Les Compagnies sermentées...*, p. 23).

46. Pour les archers et les arbalétriers liégeois, le chroniqueur Jean de Stavelot signale environ 250 hommes lors de la Joyeuse Entrée du prince Jean de Heinsberg en 1444, soit un peu plus (ou un peu moins) de 125 hommes par compagnie. Or, ce chiffre se rapproche fortement de celui fourni par les statuts des Arbalétriers de 1482, dont le nombre de membres était fixé à 136 (P. BRUYÈRE, « Compagnies sermentées de la Cité de Liège (XIV^e siècle [?]-1684) » dans S. DUBOIS, B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER éd., *Les Institutions publiques de la principauté de Liège...*, p. 735-740). Ces chiffres sont également conformes avec ce qui pouvait se retrouver dans les villes de Flandre au même moment et, plus largement, sont la norme pour la plupart des unités militaires de l'époque (cf. L. CROMBIE, « Honour, Community and Hierarchy in the Feasts of the Archery and Crossbow Guilds of Bruges, 1445-1481 », *Journal of Medieval History*, 37 (2011), p. 102-113).

Fig. 2. La fête des Arbalétriers, par le Maître de Francfort (1460-1533) : tournoi des quatre guildes anversoises dans un *cortil* (enclos pour le tir ou la joute)

Koninklijk Museum voor Schone Kunsten Antwerpen (KMSKA), huile sur panneau, 176 x 141 cm, inv. 529. Comme dans beaucoup d'autres villes, les sociétés se distinguent entre elles *via* leur ancienneté (on retrouve ici les Vieux Arbalétriers, les Vieux Archers, les Jeunes Arbalétriers et les Jeunes Archers).

Avec l'extension des droits de bourgeoisie à une banlieue elle aussi en progression (1343 et 1429), les capacités militaires et politiques des métiers s'accroissent considérablement. En fournissant un nouveau vivier de membres potentiels, les effectifs gonflent, les moyens augmentent, tout comme la volonté des métiers de pousser le plus loin possible « leur » autonomie politique et « leur » puissance économique, en renforçant leur poids dans le Conseil de la cité. À tous ces égards, les métiers liégeois sont semblables à leurs proches cousins flamands. De fait, les grandes villes de Flandre présentent au même moment les mêmes aspirations autonomistes, nourries par des effectifs importants, soutenues par des liens resserrés avec une vaste banlieue, mais aussi un *hinterland* (terme ici choisi à dessein) plus vaste encore, où, dans le cas liégeois, gravitent tout un réseau de petites villes « inféodées », prêtes elles aussi à fournir des contingents armés⁴⁷. Les aspirations des grandes cités flamandes et de Liège sont similaires, tout comme la destinée de leurs entités communales, même si le jeu des événements historiques fit varier, d'un endroit à l'autre, le rythme de leur déroulement. Si les milices des métiers s'affirmèrent dans un rôle de police intérieure à leur ville (ce qui est une chose relativement commune pour beaucoup de cités médiévales européennes), ces cités particulières se sentirent suffisamment fortes (souvent à tort) pour ambitionner la maîtrise d'un champ de bataille.

Ainsi, à partir du XV^e siècle, leurs emportements partisans, une certaine forme d'indiscipline et leur perméabilité à des enjeux politiques qui les dépassent, desservent les milices corporatives, qui vont parfois montrer de graves limites dans l'exercice de leur fonction. De fait, comme en Flandre, cette période voit aussi croître dans les villes des enjeux extra-urbains (gestion d'un territoire plus grand, canaux d'intérêts impériaux ou royaux susceptibles de cliver la population urbaine sur une autre trame que celle de sa vie coutumière, mais aussi carrément de les opposer à des états, etc.). Tout agrandissement des enjeux politiques était susceptible de devenir une force centrifuge, néfaste à la solidarité des métiers et donc à la cohésion citadine. La grande influence des métiers liégeois dans la gouvernance de la cité produisit de cette manière de sérieux revers militaires et politiques, qui ne restèrent pas sans suite. L'aura militaire des métiers décline ainsi dès la seconde moitié du XV^e siècle.

Au sein même de la cité, le maintien de l'ordre et la protection de l'institution communale paraissent défendus de manière bien précaire. En conséquence, les deux derniers tiers de ce siècle voient l'éclosion d'un tout nouveau corps de défense, plus spécifiquement destiné à jouer un rôle de « police intérieure » : les Dix Hommes. Ces derniers sont, entre autres,

47. Les « Bonnes villes du Pays de Liège », à ne pas confondre avec leurs homonymes français.

la garde spéciale des bourgmestres, veillant à l'ordre lors des nombreuses manifestations urbaines (processions, exécutions publiques, etc.) et formant une réserve d'appoint pour la défense des remparts. Sur des aspects plus strictement militaires, englobant des faits d'armes menés à l'extérieur de la ville, d'autres corps préexistants aux Dix Hommes, les Archers et les Arbalétriers, vont aussi se développer et devenir les principaux défenseurs de la cité aux siècles suivants. Ces compagnies d'archers et d'arbalétriers furent d'abord une émanation des métiers, constituées pour donner une représentation protocolaire de la puissance communale. Mais elles évoluèrent ensuite pour devenir, entre le dernier quart du XV^e et le milieu du XVI^e siècle, souvent grâce aux faveurs accordées par le prince-évêque⁴⁸ ou par un mambourg⁴⁹ de substitution, des corps de défenses plus fermement constitués, mais surtout plus attachés à un pouvoir supra-communal (celui du prince-évêque, voire du chapitre), qui échappe alors en grande partie à la tutelle des métiers. L'entrée de la ville dans le cercle de Westphalie (1500) et l'allégeance progressive à l'empire des Habsbourg (à partir de 1518) vont encore accroître l'importance de ces compagnies sermentées, descendantes des premières confréries d'archers et d'arbalétriers.

L'instabilité des métiers a ainsi entraîné l'ascension de nouveaux groupes, qui se « partagèrent » les anciennes tâches défensives anciennement dévolues aux corporations. Aux Dix Hommes revenaient le travail de police intérieure, tandis que les compagnies se chargeaient d'opérations plus guerrières, comme les *sortisses*, interceptions des bandes armées rôdant sur le territoire de la principauté. D'un autre côté, ces « nouvelles » milices furent constituées *via* des délégations de chaque métier, pour éviter toute prééminence d'une corporation sur une autre au sein du groupe. Cependant, si cette disposition s'est bien maintenue dans les statuts des diverses compagnies jusqu'au XVII^e siècle, elle devint rapidement inutile. En effet, le prestige des compagnies et leur esprit de corps furent rapidement suffisants pour que l'affiliation au métier n'y soit plus qu'une forme de pré-requis pour accéder à un statut socialement beaucoup plus désirable.

Devenues progressivement inopérantes durant la première moitié du XVI^e siècle, les milices des métiers surgissent encore çà et là dans les

48. Erard de la Marck (1505-1538) fut un grand promoteur de l'ascension des compagnies d'arbalétriers et d'arquebusiers, en les dotant de sources de revenus fixes, en les pourvoyant abondamment d'armes et de munitions et en leur offrant un lieu de réunion. Dans le même temps, de la Marck entrava à dessein le prestige des métiers, en supprimant purement et simplement deux de leurs processions les plus importantes (P. BRUYÈRE, « Erard de la Marck, promoteur en 1512 de la procession de la translation de Saint-Lambert », *Bulletin de la Société royale « Le Vieux-Liège »*, 16 (2012), p. 151-154).

49. Il est probable qu'au moins une compagnie liégeoise, celle des Jeunes Arbalétriers, ait été créée sur l'initiative du mambourg Guillaume de la Marck, lors de la guerre civile (1482-1494).

sources jusqu'à la chute définitive de la ville en 1649, mais elles ne jouèrent plus aucun rôle effectif à partir des années 1550.

Guillaume Mora-Dieu – Service de l'archéologie de Liège, Service public de Wallonie (Belgique)

Les corporations et la défense d'une ville : l'exemple de Liège

Dès l'aube du XIV^e siècle, l'incroyable essor des corporations de métiers à Liège a laissé son empreinte dans la défense de la cité. Celles-ci fournissent de nouveaux contingents pour la sauvegarde des murs de la ville. La capacité militaire des métiers s'accroît aussi avec l'extension des droits de bourgeoisie à la banlieue en 1343 et 1429, fournissant aux corporations un nouveau vivier de membres potentiels. À l'origine, les bras armés de ces corporations semblent plutôt être une émanation de l'ancien ost urbain, qui se répartissait par vinâves (quartiers). Mais contrairement à cet ost, demeuré bien obscur, on connaît un peu mieux leurs prérogatives militaires et leurs atours. Au fil du temps, les métiers liégeois montrent leurs limites dans l'exercice de leur fonction protectrice. Pour y remédier, les deux derniers tiers du XV^e siècle voient ainsi la mise au premier plan d'autres corps de défense. Présentant une puissance similaire à celles des plus grandes villes de Flandre de la même époque, les métiers de Liège et leurs milices semblent avoir suivi une destinée... tout aussi équivalente.

Métiers – Liège (Belgique) – guerre – maintien de l'ordre – défense urbaine – compagnies militaires.

Guilds and Urban Defence : the Example of Liege

From the beginning of the fourteenth century, the extraordinary growth of the craftsmen guilds from the city of Liège had a knock-on effect on urban defense : guilds provided new troops for the town's safety. This new military capacity continued to increase with the extension of the *bourgeoisie's* rights to the suburbs in 1343 and 1429, giving the guilds another large pool of potential members. Originally, the armed men of the guilds seem to have been drafted from the old urban ost, which was divided into wards. But unlike these first barely known urban troops, we know a little more about their military privileges and their attire. Over time, the serious shortcomings of the craftsmen guilds with respect to their defensive duties began to reveal themselves, and to remedy this, other defense forces were placed at the forefront during the last two thirds of the fifteenth century. With a manpower equivalent to that of the guilds of the largest cities in Flanders at this time, the guilds of Liège and their militias seem to have met a similar fate to their counterparts in these areas.

Craftsmen Guilds – Liège (Belgium) – War – Policing – Urban Defense – Military Fellowships.